



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale ARAC OCCITANIE au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est détenue à 96,05% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (49 au global) pour le reste des parts. La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des Etablissements Publics Locaux (EPL) Régionaux qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grands projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC OCCITANIE)

L'ARAC OCCITANIE, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC OCCITANIE. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure en ARAC OCCITANIE. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

L'ARAC OCCITANIE est composée de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un GIE, qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC OCCITANIE à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2022. L'effectif au 31 décembre 2021 est de 50 personnes, dont deux CDD.

L'Assemblée Spéciale et le Conseil d'Administration se sont réunis 3 fois en 2021 : 15 janvier, 11 mai et 1^{er} octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 3 juin 2021 pour statuer sur les comptes 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021.

Le résultat net 2021 s'élève à 79 K€. Le chiffre d'affaires s'établit à 8 496 K€, en progression de + 700 K€ par rapport à 2020, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 7 445 K€ (en hausse de + 537 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 273 K€ (en hausse de 24 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 108 K€ (en progression de 96 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7 882 K€ en progression de + 1 031 K€. Elles se composent notamment des achats et charges externes (959 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 552 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 583 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 3 223 K€ (en hausse de 329 K€ (soit +11%)), pour un ETP moyen de 44.29 en évolution de +10.7%.

Au cours de l'année 2021, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Livraison de l'Extension du hall B2 du Parc des Expositions de Montpellier ;
- Lycée Frédéric-Bazille à Montpellier (34) – Construction d'un gymnase ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean-Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean-Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico-Garcia-Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre-de-Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François-Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Sécurisation des sites des Lycées Ferroul-King-Lacroix-Ruffié ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Mandat d'études du Ferroviaire Rural de Gragnague (Phase 2) ;
- Construction d'un dépôt et d'un centre d'exploitation pour autocars à Saint Sulpice la Pointe – Mandat ;
- Maison Régionale de l'Environnement (CPI) - Accompagnement de la Région à la définition de l'écosystème d'acteurs de la Maison Régionale de l'Environnement et sa Préprogrammation ;
- Mission d'AMO pour le suivi du développement du port de Port-La-Nouvelle en lien avec les investissements de la SEMOP PLN et de la Région ;
- CPI pour la Préfiguration de l'Agence ARIS /Région - Mise en oeuvre de l'appel à projets RELOCC ;
- Reconstruction-démolition du bâtiment 3A à l'Université Paul-Sabatier à Toulouse ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules-Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;
- Lycée Pompidou Castelnau-le-Lez - Sécurisation du site ;
- Lycée Rousseau à Montpellier - Sécurisation du site ;
- Lycée Charles-de-Gaulle à Sète – Sécurisation du site ;
- Lycée Joffre à Montpellier : Mise en conformité des salles de sciences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL ARAC OCCITANIE pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197470-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport adm 2021 ARAC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.